

**LES ATELIERS DE
L'ÉCONOMIE VERTE** | **RENDEZ-VOUS
DES DÉCIDEURS**
24 février 2014



CAHIER DU PARTICIPANT

Partenaire principal des Ateliers de l'économie verte :



www.allianceswitch.ca et Twitter : #Écoverte et @AllianceSWITCH



À propos de SWITCH

SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec, souhaite accélérer le virage vers une économie verte afin de contribuer à une société québécoise innovante, résiliente, concurrentielle et qui réconcilie équité sociale, environnement et qualité de vie.

SWITCH travaille à l'émergence d'une vision et d'un leadership social, politique et économique clairs, au développement d'une plus grande cohérence dans les politiques et les interventions de l'État et à la convergence des initiatives des secteurs public, privé, associatifcoopératif et mutuel et de la société civile en faveur d'une économie verte.

Le comité directeur de SWITCH :



Les partenaires de SWITCH :



Avec le support de :



TABLE DES MATIÈRES

Les partenaires des Ateliers	•	1
Mot des co-présidents	•	2
Un rendez-vous inédit	•	3
Le programme des Ateliers	•	4
Le conférencier d'honneur	•	7
Les propositions détaillées des Ateliers	•	8
Les documents de références	•	17



LES PARTENAIRES

Partenaire principal :



Partenaire prestige du midi-conférence :



Partenaires Bronze :



LES SOLUTIONS SONT DANS NOTRE NATURE



Partenaires réseautage :



Mot des co-présidents



Andrée-Lise Méthot,
fondatrice et associée
directeure de Cycle
Capital Management



Karel Mayrand, directeur
général pour le Québec de
la Fondation David Suzuki

Le contexte économique mondial change rapidement. Les crises climatiques et environnementales, ainsi que le ralentissement économique majeur des dernières années, ont des impacts majeurs sur notre environnement d'affaires.

Il faut maintenant, de façon encore plus marquée qu'avant, rendre notre économie et nos entreprises plus efficaces dans l'utilisation de l'énergie et des ressources, plus résilientes aux chocs et à moindre impact sur le climat et l'environnement. Plusieurs de nos partenaires commerciaux ont compris cette dynamique nouvelle et se sont engagés dans une transition vers une économie verte. Il nous faut aussi emboîter le pas.

Nous possédons de nombreux atouts qui pourraient nous mettre au premier plan de cette nouvelle économie mondiale. Il est temps de prendre conscience de nos forces, d'identifier des zones où nous devons nous améliorer et, surtout peut-être, apprendre à réconcilier l'économie et l'environnement au sein d'une vision commune.

Nous sommes réunis aujourd'hui, gens d'affaires, environnementalistes et représentants de la société civile, pour faire avancer le Québec. Notre rencontre, une première du genre, permettra de formuler des **positions communes** et **des recommandations** autour de **cinq thématiques** essentielles à notre virage vers une économie verte : l'activation des **marchés publics**, le développement des **emplois verts**, le rôle de **l'innovation sociale**, les **leviers financiers** nécessaires à l'innovation et **l'écofiscalité**.

Notre journée de travail sera enrichie par la présence de M. Michel di Capua, directeur Amérique du Nord de la firme **Bloomberg New Energy Finance** (BNEF), qui traitera des tendances d'investissements dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'économie verte dans le monde.

Ces **Ateliers de l'économie verte** sont une occasion exceptionnelle de faire converger nos intérêts et de passer à l'action. Le fruit de notre travail et les recommandations que nous mettrons de l'avant nous aideront à amorcer un virage nécessaire, positif, respectueux de la planète et gagnant pour la société et l'économie québécoises.

Bons ateliers !

Un rendez-vous inédit entre gens d'affaires et environnementalistes pour faire avancer le Québec

Les récentes crises économiques, environnementales et climatiques ont amené un repositionnement important de l'économie mondiale en faveur d'une économie plus efficiente, résiliente et verte. En 2011, les principales économies de la planète avaient consacré, via leur plan de relance, près de 522 milliards de dollars US à l'essor de filières vertes¹ qui connaissent depuis une forte croissance. Selon l'agence Bloomberg, en 2012, les investissements dans les énergies et carburants renouvelables totalisaient plus de 244 milliards de dollars US, soit substantiellement plus que les 148 milliards en investissements nets dans les énergies fossiles.²

Le Québec possède de nombreux atouts pour tirer profit de cette situation: des entreprises innovantes, des entrepreneurs ambitieux et des chercheurs de grand calibre, une société civile parmi les plus préoccupées, ainsi qu'une expertise dans des secteurs tels que l'efficacité énergétique, le traitement des matières résiduelles, du sol et des eaux, la biomasse, la chimie verte et les énergies renouvelables. Afin de déployer ses forces dans le nouvel environnement économique mondial, le Québec doit cependant se doter d'une vision de développement économique rigoureuse et de politiques plus cohérentes.

Le virage vers une économie propre et plus compétitive nécessite en outre l'élaboration d'un plan stratégique se déclinant à travers cinq thématiques de l'économie verte : les **marchés publics, les leviers financiers, l'écofiscalité, l'innovation sociale et les emplois verts**. Récemment, des initiatives tant gouvernementales que provenant du milieu des affaires et de la société civile sont allées en ce sens. SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec, a par exemple publié à l'attention du gouvernement du Québec et des grands acteurs de notre économie, une série de rapports contenant des recommandations concrètes concernant ces thématiques.³ La nouvelle Politique industrielle québécoise 2013-2017 s'inscrit également dans une volonté de moderniser et de verdir notre économie.

Les **Ateliers de l'économie verte** sont une occasion supplémentaire d'approfondir la réflexion sur les cinq thématiques de l'économie verte et d'établir un consensus clair quant à une première série d'actions devant être mises en œuvre pour accélérer notre virage vers une économie plus propre, compétitive et prospère.

1 PNUE (2011). « Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la Pauvreté », *Programme des Nations-Unies pour l'environnement, Synthèse à l'intention des décideurs*, 2011.

2 BLOOMBERG (2013). "Global Trends in Renewable Energy Investment 2013", *Key Findings*, 2013, p.11.

3 Voir <http://allianceswitch.ca/publications-switch/>



PROGRAMME DES ATELIERS

8h30 – Accueil des participants

9h00 – **Ouverture des Ateliers en plénière** par les coprésidents, **Andrée-Lise Méthot**, fondatrice et associée directrice de Cycle Capital Management et **Karel Mayrand**, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki.

10h00 – Ateliers simultanés

- **Atelier 1 – Marchés publics : Vers une Politique d'achats écoresponsables pour les appels d'offre publics**

Bien conçus, les appels d'offres publics peuvent constituer un formidable levier de développement des innovations et des matériaux verts. Pour y parvenir, SWITCH a identifié deux critères qui devraient être mieux intégrés dans les règles d'adjudication des contrats publics, au Québec. Le premier : la performance environnementale qui peut être mesurée à l'aide de plusieurs outils comme les certifications environnementales et l'analyse de cycle de vie. Le deuxième : la performance économique qui peut être évaluée via l'analyse du Coût total de possession, déjà en cours en Europe. Comment le Québec peut-il mieux intégrer ces deux critères dans les appels d'offres, alors que les pressions s'accroissent sur les entreprises québécoises, particulièrement dans le contexte de l'Accord de libre-échange avec l'Europe, où les normes environnementales sont beaucoup plus développées, et les fournisseurs plus efficaces ?

- **Animateurs** **Jean Simard**, président, Association de l'aluminium du Canada & **Philippe Bourke**, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement.
- **Expert** : **Édouard Clément**, directeur général des activités canadiennes, Quantis.

- **Atelier 2 – Main-d'œuvre : Développer une relève et une expertise à la hauteur des défis de l'économie verte**

Pour devenir plus efficaces dans l'utilisation de l'énergie et des ressources, plus concurrentielles et à moindre impact sur l'environnement, nos entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre formée aux enjeux du développement durable, peu importe leurs métiers ou leurs fonctions.

L'atelier permettra de débattre d'une recommandation lancée par SWITCH, à savoir le lancement d'une campagne de promotion portant sur l'économie verte, les emplois verts et les programmes de formation qui y sont liés auprès des entrepreneurs, des organisations, des travailleurs, des étudiants et des institutions de formation.

Les participants discuteront, à partir d'un document préalablement circulé et discuté, des grands éléments d'une telle campagne de promotion.

- **Animateurs** : **Marie-Hélène Labrie**, vice-présidente, affaires gouvernementales et communications, Enerkem & **Steven Guilbeault**, co-fondateur et directeur principal Équiterre.
- **Expert** : **Marie-Hélène Côté**, conseillère en développement industriel, Direction des technologies vertes et des entreprises de service, Ministères des finances et de l'économie du Québec.

PROGRAMME DES ATELIERS

- **Atelier 3 – Innovations sociales : Faciliter les discussions entre leaders de l'économie et de l'environnement**

Accélérer le passage vers une économie verte nécessite la diffusion rapide des innovations et les changements de comportements. Cette diffusion est facilitée par une meilleure compréhension des enjeux économiques et environnementaux de la part des représentants des milieux environnementaux et d'affaires.

SWITCH propose la création d'un Forum des leaders de l'économie et de l'environnement dont l'objectif principal serait de permettre aux représentants environnementaux et d'affaires de discuter d'enjeux d'importance pour le Québec, en lien avec le passage à une économie verte. Les débats viseraient idéalement à développer une compréhension commune et des positions convergentes.

La structure, la composition, le fonctionnement, le financement et les mandats précis de du forum feraient l'objet de discussions en atelier lors des Ateliers de l'économie verte sur la base d'une proposition préalablement circulée et discutée.

- **Animateurs** : **Stéphanie Trudeau**, vice-présidente développement durable, affaires publiques et gouvernementales, Gaz Métro & **Hugo Séguin**, conseiller principal, COPTICOM.
- **Experte** : **Laure Waridel**, éco-sociologue.

11h30 – **Fin des ateliers**

12h00 – **Lunch-conférence** avec **M. Michel di Capua**, directeur Amérique du Nord de la firme **Bloomberg (New Energy Finance)**

14h00 – **Reprise des ateliers**

- **Atelier 4 – Leviers financiers : Entrepreneurs et investisseurs : des leviers pour propulser les entreprises de l'économie verte**

Le secteur des technologies propres est un secteur en maturation et en croissance. Le Québec y recèle d'un potentiel en RD notamment. Pourtant, il y demeure un défi substantiel de métamorphoser ces entreprises d'innovation en entreprises profitables et pérennes. En tant que domaine d'innovation relativement récent, entrepreneurs et investisseurs sont confrontés au même défi, celui de bâtir des entreprises de classe mondiale. Cet atelier visera à réunir leurs deux perspectives afin de discuter de propositions concrètes, émanant d'entrepreneurs et d'investisseurs chevronnés, au sujet des leviers qui facilitent la maturation de ces entreprises au Québec.

- **Animateurs** : **Denis Leclerc**, président et chef de la direction, Ecotech Québec, la grappe des technologies propres & **Marie-Claude Lemieux**, directrice pour le Québec, World Wild Fund.
- **Experts** : **Claude Champagne**, entrepreneur en résidence, Cycle Capital Management, **Charles Sirois**, associé fondateur Fonds Tandem Expansion et **Robert Laplante**, directeur général, Institut de recherche en économie contemporaine.



PROGRAMME DES ATELIERS

- **Atelier 5 – Écofiscalité : Vers une réforme fiscale verte**

L'écofiscalité s'avère aujourd'hui être un des outils les plus efficaces pour internaliser le coût de la pollution, tout en suscitant l'innovation. L'écofiscalité permet souvent une atteinte plus efficace et moins coûteuse d'objectifs environnementaux collectivement déterminés.

Contrairement à d'autres juridictions dans le monde, le Québec n'a pas encore produit de réflexion approfondie quant à la place de l'écofiscalité comme outil en appui à ses grandes politiques publiques.

Sur la base d'une proposition préalablement circulée, les participants à l'atelier discuteront de l'opportunité d'entreprendre une réforme fiscale verte. Cette réforme débiterait par le renforcement de l'expertise du Québec en matière d'écofiscalité.

- **Animateurs** : **Johanne Desrochers**, *présidente-directrice générale, Association des ingénieurs conseils du Québec* & **Steven Guilbeault**, *co-fondateur et directeur principal, Équiterre*.
- **Expert** : **Luc Godbout**, *directeur du département de fiscalité, Université de Sherbrooke*.

15h15 – Pause

15h30 – Reprise de la plénière

16h30 – Mot de la fin et cocktail

CONFÉRENCIER D'HONNEUR

M. Michel Di Capua, Bloomberg (New Energy Finance)

Midi-conférence

M. Michel Di Capua, *directeur Amérique du Nord de la firme Bloomberg – New Energy Finance*, présente une conférence sur les tendances d'investissements dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'économie verte, en Amérique du Nord et dans le monde.



M. Michel Di Capua est le directeur de recherche du continent américain pour Bloomberg New Energy Finance, basé à New York. Il dirige une équipe d'analystes qui couvre le secteur de la transformation de l'industrie énergétique en Amérique du Nord et Latine. Cela inclut la production de notes de recherche et modèles de prévisions. Auparavant Michel fut impliqué dans le développement de projets solaires chez Tata Power en Inde et consultant stratégique dans l'industrie des télécommunications. Michel est titulaire d'une licence de physique de l'université *irecteur Amérique du Nord de la firme Bloomberg – New Energy Financed'*Harvard, d'un master de littérature de l'université de Columbia et d'un MBA de l'Université de Pennsylvanie (Wharton School).

Présenté par :



ATELIER - MARCHÉS PUBLICS

Vers une Politique d'achats écoresponsables pour les appels d'offre publics

Propositions soumises à la discussion lors de l'atelier

Contexte

1. Étant donné que l'accélération du passage vers une économie verte exige l'adoption de produits, de services, de technologies et de pratiques rendant l'utilisation des ressources et de l'énergie plus efficiente, tout en minimisant les impacts sur l'environnement et le climat ;
2. Que l'État québécois dépense annuellement près de 30 milliards de dollars en achats de produits, de services et d'infrastructures¹, et que les entreprises, les institutions et les organisations sont également de grands consommateurs de produits et de services de toute sorte ;
3. Que, malgré la *Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable* (2009) et d'autres documents administratifs invitant à la prise en considération des coûts totaux de propriété et des caractéristiques environnementales, un très faible pourcentage des appels d'offre publics intègre des exigences tenant compte des orientations gouvernementales en matière de développement durable et d'environnement², et que le critère de sélection dominant demeure généralement celui du prix à l'achat ;
4. Que les organismes publics, incluant les municipalités, restent libres de spécifier des matériaux, des technologies ou des procédés particuliers dans leurs appels d'offre, souvent au détriment d'alternatives souvent innovantes et plus performantes sur leur durée de vie et/ou quant à leurs impacts sur l'environnement et le climat ;
5. Que plusieurs juridictions, notamment en Europe, intègrent de plus en plus des critères de performance environnementale et économique dans les appels d'offre publics³, notamment en considérant le cycle de vie et le coût total de possession (CTP) des produits, des services et des infrastructures ;
6. Que le gouvernement du Québec a annoncé son intention, à partir de 2014-2015, d'augmenter les achats publics écoresponsables en intégrant notamment des considérations portant sur le coût de possession et sur la performance environnementale et énergétique des produits et des services⁴ ;
7. Qu'il convient d'aller au-delà des intentions gouvernementales présentées dans la Politique industrielle et de mieux encadrer, à terme, l'ensemble du processus d'appels d'offre publics du gouvernement ;
8. Que de meilleures exigences de performance environnementale et économique dans les appels d'offre du gouvernement, des entreprises et des institutions favoriseraient les entreprises québécoises offrant des produits, des services, des pratiques et des technologies innovantes, performantes et à moindre impact sur l'environnement et le climat,

1 Deloitte (2013), « Outils d'activation des marchés publics – Phase 2 ». Rapport final réalisé pour le compte d'Écotech Québec, août 2013.

2 Gouvernement du Québec (2013). Politique industrielle du Québec, 2013-2017. Page 25

3 SWITCH (2013). *op.cit.*, p.16

4 Gouvernement du Québec (2013). Politique industrielle, *op.cit.*, page 25

ATELIER - MARCHÉS PUBLICS

Proposition

- Il est proposé que le gouvernement du Québec adopte une Politique cadre obligatoire sur les achats écoresponsables, applicable à l'ensemble des organismes publics. Cette Politique serait accompagnée d'un plan de mise en œuvre, comportant des cibles précises.
 - Cette Politique exigerait, lorsqu'applicable, de façon progressive et pour une proportion significative des appels d'offre publics, une analyse du cycle de vie (incluant une analyse du coût total de possession) dans l'évaluation du prix et de l'impact environnemental des produits, des services et des travaux acquis faisant l'objet de ces appels d'offre publics. Elle favorisera également le respect de critères de performance plutôt que la spécification de procédés, de matériaux ou de technologies particulières.
 - Les entreprises, les institutions et les organisations québécoises sont également invitées à adopter des mesures d'encadrement similaires de leurs achats de produits, de services et d'infrastructures de toute sorte.

Documents à consulter :

SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec. décembre 2013. *L'activation des marchés publics québécois : moteur de transition vers une économie verte*. [http://allianceswitch.ca/wp-content/uploads/2014/01/SWITCH_Rapport-Marches-publics_Janvier-2014.pdf]



ATELIER - MAIN-D'ŒUVRE

Développer une relève et une expertise à la hauteur des défis de l'économie verte

Proposition soumise à la discussion lors de l'atelier

Contexte

1. Étant donné que le passage à une économie verte touche l'ensemble des secteurs de l'économie et que les entreprises, qui subissent une pression constante pour diminuer leurs coûts de production et leurs impacts sur l'environnement et le climat⁵, ont besoin d'une main d'oeuvre compétente en matière d'utilisation efficiente de l'énergie et des ressources, de même que de réduction des externalités environnementales⁶ ;
2. Que ce besoin de compétence touche à la fois les travailleurs en usine, le personnel administratif et technique, les professionnels, les gestionnaires ainsi que les travailleurs du savoir et du secteur des services ;
3. Que plusieurs entreprises éprouvent des difficultés à recruter des employés formés aux enjeux d'une économie verte et que plusieurs institutions d'enseignement peinent à attirer de nouveaux étudiants et travailleurs intéressés à s'y insérer ou à développer les compétences qui y sont associées⁷ ;
4. Que les perspectives générales de l'emploi au Québec pointent vers des difficultés plus importantes de disponibilité de main-d'oeuvre, à l'horizon 2020⁸, et qu'il y a lieu d'améliorer de façon continue la productivité de la main-d'oeuvre québécoise ;
5. Que l'on note une certaine méconnaissance des enjeux de l'économie verte, de la plus-value des métiers et des compétences que ce type d'économie exige, de même que des débouchés qu'ils procurent sur le marché du travail, et que cette méconnaissance est également à la base du problème de recrutement d'une main-d'oeuvre qualifiée et compétente⁹ ;

5 Voir notamment Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI), Baromètre des affaires (novembre 2013) : http://www.cfib-fcei.ca/cfib-documents/Barometre-PROV-201311_f.pdf

6 Bureau international du travail (BIT). 2013. Vers le développement durable : travail décent et intégration sociale dans une économie verte.

7 EnviroCompétences. Juin 2013. Compte-rendu de la planification stratégique

8 Voir en particulier : *Le vieillissement de la main-d'oeuvre et l'avenir de la retraite : des enjeux pour tous, un effort de chacun*, Rapport de la Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 ans et plus (2011) et http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/previsions/en_perspective/per0213.pdf

9 SWITCH. 2013. *Assurer l'essor des emplois verts au Québec : recommandations préliminaires*.

ATELIER - MAIN-D'ŒUVRE

Proposition

- Il est proposé que soit réalisée une campagne de promotion de l'économie verte, des emplois verts et des programmes de formation associés auprès des travailleurs, des étudiants, des entrepreneurs, des professionnels, des ingénieurs et des techniciens, des organisations, de même que des institutions de formation.
 - Cette campagne viserait à sensibiliser les entreprises, les entrepreneurs et les gestionnaires aux changements induits par le passage vers une économie verte ; à encourager la formation continue de la main d'œuvre au développement des compétences associées à l'économie verte, de même que l'intégration des enjeux de l'économie verte aux cursus scolaires et de formation ; et à améliorer les facteurs d'attractivité aux métiers et aux compétences de l'économie verte.
 - Il est proposé également que cette campagne soit menée par le gouvernement du Québec, de concert avec des partenaires du milieu de l'industrie et des affaires, des regroupements professionnels, des institutions d'enseignements et de formation de même que des organisations de la société civile.

Ressources :

- SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec. décembre 2013. *Assurer l'essor des emplois verts au Québec* http://allianceswitch.ca/wp-content/uploads/2014/01/SWITCH_Rapport-emplois-verts_Janvier-2014.pdf



ATELIER - INNOVATIONS SOCIALES

Mise sur pied d'un Forum des leaders de l'économie et de l'environnement

Proposition soumise à la discussion lors de l'atelier

Contexte

1. Étant donné que le passage vers une économie verte nécessite l'adoption et la diffusion rapide d'innovations autant technologiques que sociales, et que cette diffusion requiert une action concertée d'acteurs diversifiés, notamment pour lever les barrières structurelles qui empêchent l'innovation ou pour accélérer la diffusion de nouvelles approches, technologies ou comportements.
2. Considérant le rôle des entreprises, des entrepreneurs et des milieux d'affaires dans le développement, l'expérimentation et l'intégration à grande échelle des innovations technologiques et des pratiques associées à une économie verte, qui amènent une utilisation plus efficace des ressources et de l'énergie tout en diminuant les impacts sur l'environnement et le climat ;
3. Considérant le rôle joué par les milieux sociaux et environnementaux dans l'adoption, la promotion et la diffusion à grande échelle des changements de comportements, des technologies et des pratiques de consommation indispensables au passage à une économie verte, notamment en favorisant les produits et les services des entreprises innovantes ;
4. Étant donné que la diffusion rapide des innovations et les changements de comportements amenés par le passage à une économie verte est facilitée par une meilleure compréhension des enjeux économiques et environnementaux de la part des représentants des milieux environnementaux et d'affaires ;
5. Et qu'il n'existe pour le moment aucun forum permettant aux milieux environnementaux, sociaux et d'affaires de discuter des enjeux liés à la transition vers une économie verte et élaborer et promouvoir des actions concertées efficaces et porteuses pour favoriser les innovations vers une économie verte.



ATELIER - INNOVATIONS SOCIALES

Propositions

- Il est proposé la création d'un Forum des leaders de l'économie et de l'environnement.
 - L'objectif principal de ce Forum serait de permettre aux représentants des organisations environnementales, sociales et d'affaires de discuter d'enjeux économiques et environnementaux d'importance pour le Québec, liés à la transition vers une économie verte. Les discussions viseraient une meilleure compréhension mutuelle de ces enjeux et, éventuellement, le développement de positions convergentes sur un certain nombre d'entre eux.
 - Le Forum serait constitué des hauts dirigeants d'organisations économiques, environnementales et sociales québécoises. Il serait coprésidé par un représentant du milieu environnemental et un représentant des milieux économiques.
 - Le Forum se réunirait au moins 2 fois par année, pour discuter de sujets d'intérêts communs à ses membres. Des représentants du gouvernement du Québec, entre autres, pourraient y être conviés à titre d'observateurs. Ses travaux seraient coordonnés par deux secrétaires, nommés respectivement par les membres issus du milieu économique et ceux issus du milieu environnemental.
 - Les travaux du Forum seraient financés par les contributions des partenaires. Une contribution financière annuelle et statutaire pourrait également provenir du gouvernement du Québec.
 - Une première rencontre du Forum se tiendrait au printemps 2014.

Ressources :

- SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec. décembre 2013. *Les innovations sociales au cœur de la transition vers une économie verte*. http://allianceswitch.ca/wp-content/uploads/2014/01/SWITCH_Rapport-innovations-sociales_Janvier-2014.pdf



ATELIER - LEVIERS FINANCIERS

Entrepreneurs et investisseurs : des leviers pour propulser les entreprises de l'économie verte

Propositions soumises à la discussion lors de l'atelier

Contexte

1. Étant donné que le secteur des technologies propres est à une étape de maturation et de croissance rapide à travers le monde, et que le Québec y détient un potentiel important ;
2. Qu'entrepreneurs et investisseurs québécois sont confrontés au défi commun de bâtir des entreprises de classe mondiale, capables de devenir des fournisseurs de technologies de grande envergure, dans un marché émergent à l'échelle mondiale ;
3. Qu'il est nécessaire de renforcer la chaîne de financement de sorte que les produits financiers soient variés et accessibles aux entrepreneurs ;
4. Que les entrepreneurs de technologies propres doivent accélérer leur maturité entrepreneuriale et se préparer adéquatement à répondre aux attentes du marché (clients, investisseurs) ;
5. Qu'il convient de mieux appuyer les entrepreneurs du secteur des technologies propres dans la recherche du financement et de compétences indispensables à la croissance de leurs entreprises et à la commercialisation de leurs produits, de leurs services et de leurs procédés ;
6. Qu'entrepreneurs et investisseurs reconnaissent l'importance du crédit d'impôt à la R-D et l'intérêt de le prolonger afin d'y inclure la notion de commercialisation ;
7. Qu'il convient d'activer des leviers (ex. capital humain, demande, réglementation) et de proposer des outils qui contribueront à accélérer la maturité de nos entreprises et les rapprocher des attentes du marché ;
8. Et qu'il convient également d'accroître le niveau de commercialisation des innovations des entreprises québécoises, notamment des PME,

Propositions

- Il est proposé de créer une table de concertation, composée d'investisseurs, d'entrepreneurs et représentants gouvernementaux, dont le mandat serait de bâtir des entreprises de classe mondiale, de valoriser la culture entrepreneuriale et de bonifier l'environnement d'affaires dans lequel évolue le secteur des technologies propres ;
- Il est également proposé que soit mis sur pied, à l'intention particulière des PME québécoises, un crédit d'impôt à la commercialisation des innovations. Ce crédit d'impôt soutiendrait les entreprises dans leurs efforts de mise en marché et s'appliquerait aux salaires engagés dans la commercialisation des technologies propres.

ATELIER - ÉCOFISCALITÉ

Vers une réforme fiscale verte

Proposition soumise à la discussion lors de l'atelier

Contexte

1. Étant donné que l'écofiscalité s'avère un des outils les plus efficaces pour internaliser le coût des externalités environnementales et atteindre des objectifs de performance environnementale, tout en stimulant l'innovation¹⁰ ;
2. Que l'on peut définir l'écofiscalité comme l'ensemble des instruments économiques s'appuyant sur les principes de l'utilisateur-payeur ou du pollueur-payeur et qui visent à décourager les activités nuisibles à l'environnement, encourager les activités désirables et stimuler l'innovation ;
3. Notant que plusieurs instances internationales, dont le FMI, l'OCDE, le PNUE et l'Union Européenne, suggèrent un recours plus généralisé à l'écofiscalité, au détriment d'une taxation des produits du travail¹¹ ;
4. Notant également d'importantes réformes fiscales vertes dans plusieurs juridictions, notamment en Europe¹² et également en Colombie-Britannique ;
5. Constatant que la Stratégie québécoise de développement durable (2008-2013) reconnaît que « la prise en compte des externalités (...) ainsi que l'écofiscalité peuvent aussi soutenir et accroître l'efficacité économique¹³ », mais qu'aucune réflexion d'envergure n'a encore été menée quant au potentiel et à l'apport d'un recours plus généralisé de l'écofiscalité au Québec ;
6. Constatant néanmoins et que des mesures structurantes telles le prélèvement de redevances sur les hydrocarbures, le relèvement de la taxe sur l'essence et la mise en place d'un marché du carbone ont été mis en oeuvre au Québec depuis quelques années et que ces mesures sont de nature à contribuer de manière légitime et efficace à l'atteinte d'objectifs collectifs ;

10 Voir en particulier www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2010RP-08.pdf p.6

11 Voir en particulier SWITCH : <http://allianceswitch.ca/publications-switch/> p.22. ; PNUE : http://www.unep.org/greenecology/Portals/88/documents/news/Issue%20Briefs/Fiscal%20policy%20brief_FR_final.pdf ; FMI : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12180.pdf> ; et Union Européenne : http://ec.europa.eu/taxation_customs/common/archive/news/2007/article_3849_fr.htm

12 Voir en particulier <http://www.imf.org/external/pubs/ft/issues/issues25/fra/issue25f.pdf> p.6

13 Gouvernement du Québec (2008) Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. 31 p.



ATELIER - ÉCOFISCALITÉ

Proposition

- Il est proposé que soit renforcée l'expertise du Québec en matière d'écofiscalité, en vue d'entreprendre une réforme fiscale faisant une place beaucoup plus importante à ce type de mesure ;
 - Pour ce faire, il est proposé que le gouvernement du Québec mette sur pied d'un comité d'experts chargé de réaliser un inventaire et une évaluation des mesures d'écofiscalité appropriées pour faciliter l'atteinte d'objectifs environnementaux et stimuler l'innovation. Ce premier exercice jetterait les bases d'une réforme fiscale verte plus générale.

Ressources :

- SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec. décembre 2013. *Propositions pour engager le Québec dans une réforme fiscale verte*. http://allianceswitch.ca/wp-content/uploads/2014/01/SWITCH-_Rapport-Ecofiscalite_Janvier-2014.pdf



DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Tout les documents mentionnés ci-dessous sont disponibles en version électronique sur le site internet de SWITCH (www.allianceswitch.ca)

- *Propositions pour engager le Québec dans une réforme fiscale verte*, février 2014;
- *L'activation des marchés publics québécois : moteur de transition vers l'économie verte*, février 2014;
- *Assurer l'essor des emplois verts au Québec*, février 2014;
- *Les innovations sociales au cœur de la transition vers une économie verte*, février 2014;
- *L'Économie que nous voulons : les choix énergétiques, clés du virage vers une économie verte*, septembre 2013;
- *L'économie que nous voulons. Propositions de positionnement de l'économie québécoise dans un monde en transition*, mars 2013.



PAGE DE NOTES



PAGE DE NOTES



PAGE DE NOTES



**LES ATELIERS DE
L'ÉCONOMIE VERTE** | **RENDEZ-VOUS
DES DÉCIDEURS**
24 février 2014

